



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Protection des forces de l'ordre

Question au Gouvernement n° 3593

Texte de la question

PROTECTION DES FORCES DE L'ORDRE

M. le président. La parole est à M. Fabrice Brun.

M. Fabrice Brun. Samedi, Paris a une nouvelle fois été le théâtre de scènes d'une violence inouïe.

Nous faisons à chaque fois le même constat : des forces de l'ordre blessées par dizaines, des pompiers attaqués et insultés, des commerces vandalisés, des manifestants pris en otage et l'image de la France toujours plus abîmée.

Pendant ce temps, dans une interview diffusée par un grand média numérique, le Président de la République ose indiquer à demi-mot que la police serait violente et raciste.

M. Raphaël Schellenberger. Scandaleux !

M. Fabrice Brun. C'est grave, c'est faux et c'est impardonnable. (*« Honteux ! » et exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

Dans notre pays, quand les policiers ont des comportements contraires à la déontologie, ceux-ci sont sanctionnés et personne ne trouve rien à y redire.

On ne saurait en dire autant pour les voyous qui s'en prennent aux forces de l'ordre : ils courent toujours, en toute impunité. (*« C'est vrai ! » sur les bancs du groupe LR.*)

Plus aucun territoire de la République n'est d'ailleurs épargné. Ce week-end, deux policiers en patrouille ont été pris à partie par une vingtaine d'individus formant une bande organisée dans la ville préfecture de Privas.

Au-delà des paroles, qu'attendez-vous, monsieur le Premier ministre, pour casser cette spirale de la violence qui n'en finit plus, pour mettre fin aux black blocs qui nient l'idée même de l'État, et pour soutenir les policiers choqués par les déclarations caméléon d'Emmanuel Macron au média *Brut* ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*)

Rien ne justifie l'opprobre jeté sur les forces de l'ordre au plus haut niveau de l'État. Les lâcher aujourd'hui, c'est les lyncher ! Ils ne le méritent pas, eux qui exécutent des missions difficiles au quotidien, pour protéger la population.

Les Français ne méritent pas ce double discours qui affaiblit la République et l'État de droit.

M. Raphaël Schellenberger. Double langage ! Hypocrites !

M. Fabrice Brun. Après avoir attisé toutes les tensions depuis trois ans et soufflé le chaud et le froid sur les policiers, allez-vous rétablir l'ordre et la sécurité, première des libertés et protéger enfin ceux qui nous protègent ? (*Vifs applaudissements sur les bancs du groupe LR.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre déléguée chargée de la citoyenneté.

M. Raphaël Schellenberger. Au moins, elle est arrivée à l'heure aujourd'hui !

Mme Marlène Schiappa, ministre déléguée chargée de la citoyenneté. Monsieur le député,...

Un député du groupe LR . Caméléons !

M. le président. S'il vous plaît, chers collègues, écoutons madame la ministre déléguée dans le silence.

Mme Marlène Schiappa, ministre déléguée. ...moi aussi j'ai une question à vous poser : pourquoi faites-vous cela ? (*Vives protestations sur les bancs du groupe LR*) Pourquoi faites-vous croire que le Président de la République aurait déclaré que la police était structurellement raciste, alors qu'il ne l'a jamais dit ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM. – Les exclamations continues sur les bancs du groupe LR couvrent la voix de l'oratrice. – Plusieurs députés, sur divers bancs, font un signe montrant qu'il n'entendent pas la ministre.*)

Pourquoi faites-vous croire qu'il aurait lâché les policiers, alors qu'il a manifesté son soutien à l'institution qu'est la police républicaine, tout en indiquant qu'il fallait sanctionner très fermement les dérapages et les violences individuelles lorsqu'elles ont lieu ?

Monsieur le député, pourquoi faites-vous croire que le Président de la République a tenu des propos exactement inverses à ceux effectivement prononcés dans son interview ?

Ce que vous faites n'est pas bien : vous jetez de l'huile sur le feu et attisez les divisions et les haines, alors que le Gouvernement soutient la police. Le ministre de l'intérieur, Gérald Darmanin n'a cessé de soutenir les forces de l'ordre, en paroles et en actes, (*Protestations sur les bancs du groupe LR*) dans la continuité de l'action que nous menons depuis 2017, avec le livre blanc de la sécurité intérieure, élaboré grâce à Christophe Castaner et Laurent Nunez, ... (*Mêmes mouvements.*)

Une députée du groupe LR . Et la Constitution, vous connaissez ?

M. le président. S'il vous plaît, chers collègues.

Mme Marlène Schiappa, ministre déléguéeou avec le chantier du Beauvau de la sécurité, annoncé par le Président de la République et qui sera conduit au ministère de l'intérieur, avec des moyens supplémentaires considérables.

D'ailleurs les députés du groupe Les Républicains au Sénat, qui appartiennent au même parti que vous, ont voté en faveur de l'augmentation du budget du ministère de l'intérieur, en soulignant que le Gouvernement avait pris un engagement historique, exceptionnel, en faveur des forces de l'ordre - contrairement à vous, lorsque vous étiez au pouvoir. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et Dem. - Huées sur les bancs du groupe LR. - Bruit persistant.*)

Je réitère notre soutien aux policiers et aux gendarmes qui ont été blessés. Ils sont plus de 13 212, depuis le début de l'année 2020. Ces policiers, ces policières et ces gendarmes qui tous les jours s'engagent pour protéger la République française et les citoyens ; nous les soutenons.

M. le président. Mes chers collègues, par votre chahut, vous avez privé monsieur Brun de la réponse de la ministre déléguée ; je le déplore.

J'ajoute que ce comportement n'est absolument pas digne de la tenue qu'exigent nos débats.
(*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et Dem.*)

Données clés

Auteur : [M. Fabrice Brun](#)

Circonscription : Ardèche (3^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3593

Rubrique : Police

Ministère interrogé : Citoyenneté

Ministère attributaire : Citoyenneté

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [9 décembre 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [9 décembre 2020](#)